

PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Équiper les canadiens face à l'évolution du climat

Rapport annuel (d'avril 2018 à mars 2019)



Membres de la plénière (2018/2019)

- **Président du groupe plénier** – Ressources naturelles Canada, Secteur des terres et des minéraux; Chris Jennings
- **Coprésident du groupe plénier, mai 2018** – Comptables professionnels agréés du Canada; Gord Beal
- **Coprésident du groupe plénier, novembre 2018** – Gouvernement du Manitoba; Neil Cunningham

Gouvernements des provinces et territoires

- Colombie-Britannique – Ministère de l'Environnement, secrétariat action climat; Claudia Trudeau
- Manitoba – Conservation et gestion des ressources hydriques; Neil Cunningham
- Nouveau-Brunswick – Ministère de l'Environnement et Gouvernements locaux; Darwin Curtis
- Terre-Neuve-et-Labrador – Bureau du changement climatique et de l'efficacité énergétique; Jackie Janes
- Territoires du Nord-Ouest – Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles; Lisa Dyer
- Nouvelle-Écosse – Ministère de l'Environnement; Jason Hollet
- Nunavut – Secrétariat des changements climatiques; Zoe Martos
- Ontario – Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique; Karen Moore
- Île-du-Prince-Édouard – Ministère de l'Environnement, du Travail et de la Justice; Todd Dupuis
- Saskatchewan – Ministère de l'Environnement; Lynn Kelley
- Yukon – Secrétariat des changements climatiques; Rebecca World | Kirsten Burrows -

Ministères et organismes fédéraux

- Agriculture et Agroalimentaire Canada; Alexandre Lefebvre
- Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord Canada; Anita Walker
- Environnement et Changement Climatique Canada; Laniel Bateman
- Environnement et Changement climatique Canada, Centre canadien des services climatiques; Lo Cheng
- Pêches et Océans Canada; Keith Lennon
- Santé Canada; Carolyn Tateishi
- Infrastructure Canada; Robert Judge
- Ressources naturelles Canada, Secteur de l'Énergie; Jason Randall
- Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts; Winn Hays-Byl
- Parcs Canada; Gilles Seutin
- Agence de la santé publique du Canada; Christina Lee-Fuller
- Sécurité publique Canada; Arjun Vinodrai
- Conseil canadien des normes; Marla Desat
- Transports Canada; Maxine Bilodeau

Organisations autochtones nationales

- Assemblée des Premières nations; Tonio Sadik
- Inuit Tapiriit Kanatami; Elizabeth Ford
- Ralliement national des Métis; John Weinstein

Organismes du secteur privé et à but non lucratif

- Comptables professionnels agréés du Canada; Gord Beal

- Association canadienne de l'électricité; Devin McCarthy
- Ingénieurs Canada; David Lapp
- Fédération canadienne des municipalités; Kate Fleming
- Association des produits forestiers du Canada; Robert Laroque
- Bureau d'assurance du Canada; David McGown
- Institut de prévention des sinistres catastrophiques; Paul Kovacs
- Association minière du Canada; Brendan Marshall
- Ouranos; Alain Bourque
- University of Waterloo; Jean Andrey

Observateurs

- Québec – Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; Catherine Gauthier

Secrétariat de la Plateforme d'adaptation (Ressources naturelles Canada)

- Elizabeth Atkinson | Ericha Moores

Pour de plus amples renseignements ou pour communiquer avec l'un des membres de la Plénière, veuillez envoyer un courriel à : adaptation@nrca.gc.ca.

Images de la couverture (dans leur ordre respectif) :

- CBC/Darryl Dyck, *British Columbia wildfires*, CBC News, 28 novembre 2018.
- *PEI Coastal Property Guide*, 2018.

En prenant des mesures visant l'adaptation aux répercussions climatiques actuelles et futures, nous pourrions aider à protéger les Canadiens contre les risques liés aux changements climatiques, renforcer la résilience, réduire les coûts, et veiller à ce que la société prospère dans un climat changeant. Le développement de l'expertise en matière d'adaptation et la mise au point des technologies qui s'y rapportent peuvent d'autant plus contribuer à la croissance propre en créant des emplois et en favorisant l'innovation. L'adaptation est un défi à long terme et nécessite une volonté continue de passer à l'action.

Gouvernement du Canada (2016) [Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques](#)

Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques

Table des matières

1. La plateforme d'adaptation	1
2. Message du président	3
3. Équiper les Canadiens face à l'évolution du climat : Faits saillants 2018-2019	4
3.1 La plénière	4
3.2 Forum des leaders en adaptation climatique : Finances et investissement	7
3.3 Groupes de travail	8
<i>Adaptation de la biodiversité</i>	9
<i>Services climatiques</i>	9
<i>Gestion des zones côtières</i>	10
<i>La dimension économique</i>	11
<i>L'énergie</i>	11
<i>La foresterie</i>	12
<i>Infrastructure et bâtiments</i>	13
<i>Exploitation minière</i>	14
4. Autres activités	15
4.1 Le Canada dans un climat en changement	15
4.2 Renforcer la capacité et l'expertise régionales en matière d'adaptation	16
Annexes	18

1. La Plateforme d'adaptation

La Plateforme d'adaptation regroupe les associations industrielles nationales, des organisations autochtones et professionnelles, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que des chercheurs pour aborder les priorités communes en matière d'adaptation au changement climatique. La collaboration entre les secteurs public et privé et entre les champs de compétences et les domaines de travail est essentielle pour aborder cet enjeu complexe et intersectoriel qu'est l'adaptation aux changements climatiques.

Ses membres sont autant des utilisateurs que des producteurs de connaissances et d'outils d'adaptation. Par conséquent, leur travail est axé sur la demande; et la Plateforme facilite l'analyse et la mise en œuvre de mesures d'adaptation et répond directement aux besoins des décideurs des secteurs public et privé du Canada. En fournissant la structure qui permettra de mettre en commun les ressources financières et les connaissances et de rassembler les gens, la Plateforme œuvre à produire de l'information et des outils nouveaux pour favoriser l'adaptation et veille à ce que ces produits atteignent les utilisateurs pertinents.

La Plateforme d'adaptation du Canada est structurée autour de plusieurs éléments de base : un groupe plénier, un forum favorisant la mobilisation, une série de groupes de travail qui se penchent sur des questions précises, un secrétariat ainsi qu'un large réseau de gens qui mettent en œuvre des mesures adaptatives. Par ailleurs, les Initiatives de collaboration régionale pour l'adaptation (y compris le Partenariat panterritorial pour l'adaptation) travaillent à sensibiliser le public et à améliorer la diffusion des résultats de la Plateforme dans toutes les régions du pays.

Ressources naturelles Canada, qui préside la Plateforme d'adaptation, investit de façon continue des ressources pour soutenir la Plateforme et certaines activités des groupes de travail, ainsi que pour assurer les services du secrétariat.

La Plénière comprend des représentants des niveaux supérieurs des gouvernements, qui sont des experts en matière d'adaptation, et se réunit deux fois par an (Annexe 1). L'objectif primaire de la Plénière est de dégager les priorités essentielles d'adaptation qui émergent et d'appuyer les efforts collaboratifs entrepris dans des sphères d'activités précises. Les membres de la Plénière sollicitent de l'appui en faveur des mesures d'adaptation auprès de leurs organisations et de leurs réseaux.

Les groupes de travail centrent leurs efforts sur les priorités communes d'adaptation dans leurs domaines de spécialisation. Les membres de la Plénière peuvent nommer des personnes de leurs organisations et réseaux qui possèdent les ressources (temps, argent, expertise) nécessaires pour concevoir et mener à bien des activités des groupes de travail. Des membres supplémentaires peuvent être recrutés par les présidents ou les coprésidents des groupes de travail.

Les tâches administratives sont réalisées par le secrétariat à partir des bureaux de Ressources naturelles Canada. Ces responsabilités comprennent le soutien administratif de la Plénière, la gestion de l'espace de travail partagé, la liaison entre les coprésidents des groupes de travail, la production d'une série de webinaires et d'un rapport annuel, ainsi que des bulletins périodiques.

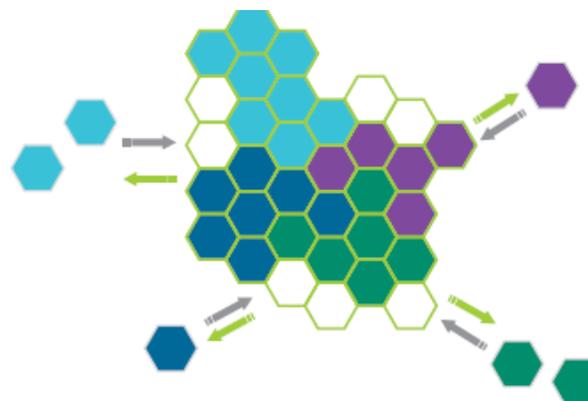
La Plateforme d'adaptation offre un espace de travail virtuel aux membres de la Plénière et des groupes de travail afin qu'ils puissent accéder à certains renseignements pertinents, communiquer et collaborer à la planification, à la mise au point et à l'examen des produits d'information. Ce site de partage vise à servir de complément aux rencontres en personne des membres de la Plénière et non à les remplacer. Voici certains éléments de 2018-2019 dignes de mention :

- Total de 438 membres (soit une augmentation de 81 membres);
- Le sous-espace le plus actif était celui du Canada dans un climat en changement, suivi de ceux de l'Énergie et de la Plénière;
- Ajout de 927 documents, ainsi que 18 blogues et 24 éléments à l'agenda;
- Il y a eu plus de 30 600 signes d'activité, y compris le nombre de vues, les commentaires, les documents créés, les modifications apportées et les téléchargements.

Des bulletins ont été envoyés à plus de 1 350 membres de la Plateforme au cours du printemps et de l'hiver 2018-2019.

Les webinaires ont été enregistrés et sont disponibles en ligne : [Printemps 2018](#) et [Automne 2018 - Printemps 2019](#).

La Plateforme d'adaptation réussit à établir un lien entre les ressources, les gens et les idées nécessaires pour que les régions et les industries du Canada comprennent les effets des changements climatiques et adaptent leurs activités en conséquence. Pour de plus amples renseignements sur la Plateforme d'adaptation, veuillez consulter le site Web de [Ressources naturelles Canada](#).



2. Message du président

La Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques – l'équipe qui assure le secrétariat de la Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques et appuie notre gamme d'activités – a soufflé ses 20 bougies cette année. Nous avons pris le temps de célébrer le travail que nous avons accompli, souvent en collaboration avec les membres de cette Plateforme, pour aider les Canadiens à comprendre les changements climatiques et à réagir à leurs nombreuses répercussions sur nos vies. Il a fallu plus de vingt ans de travail ainsi que l'apport de nombreuses personnes très engagées et talentueuses, soit toute une communauté œuvrant en faveur de l'adaptation, dont les membres de cette Plateforme, pour sensibiliser davantage la population à ce défi et accroître notre capacité à y faire face jusqu'à présent.

Nous nous trouvons maintenant à la croisée des chemins.

Le *Rapport sur le climat changeant du Canada*, lequel a récemment fait l'objet d'une publication, a confirmé que le climat évoluait plus rapidement que prévu. Il est donc nécessaire d'accélérer la prise de mesures d'adaptation afin d'être à la fois résilients et compétitifs malgré les répercussions des changements climatiques. La capacité des organisations dont les activités sont axées sur l'adaptation et l'envergure de la communauté actuelle d'experts en la matière demeurent toutes deux faibles par rapport à l'accélération requise en matière de prise de mesures. Parallèlement, les initiatives de renforcement de la capacité, comme le programme Renforcer la capacité et l'expertise régionales en matière d'adaptation, permettent à la fois de résoudre le problème et de révéler l'ampleur des progrès à accomplir. Le nombre d'acteurs composant la communauté doit s'accroître si nous voulons transformer les connaissances et l'expertise existantes en mesures concrètes et

rapides. De nouveaux acteurs tels que l'Institut canadien pour le climat et la croissance propre contribueront à cette cause; toutefois, il reste encore beaucoup à faire.

En passant en revue la dernière année, nous pourrions la considérer comme déterminante en ce sens. L'un des récits les plus remarquables de la dernière année a été la réponse du Canada aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques. Nous avons assisté à la création du Groupe d'experts sur le financement durable ainsi qu'aux discussions tenues lors des réunions du G7 sous la direction du Canada et, plus récemment, la Banque du Canada a déclaré qu'elle tenait compte des risques climatiques dans le processus d'examen du système financier. L'incidence potentielle pourrait être énorme; la tarification des risques associés aux changements climatiques pourrait aider à changer les comportements dans le secteur privé et à définir l'adaptation dans un contexte plus large englobant les mesures à prendre dès maintenant pour réussir (économiquement, socialement, culturellement et sur le plan de l'environnement) dans un climat en évolution.

L'avantage d'être à la croisée des chemins est que chaque direction que nous décidons de prendre nous permettra d'avancer. Au fur et à mesure que les Canadiens en apprennent davantage sur les effets irréversibles du réchauffement climatique sur tous les aspects de leur vie, la demande pour des solutions d'adaptation ne fera que croître. Ainsi, les Canadiens sont de plus en plus conscients des répercussions du climat sur leur expérience. Dans un sondage mené par RNCan en 2018 auprès de décideurs, 87 % des répondants de l'industrie des ressources naturelles et 93 % des répondants des communautés ont déclaré que des changements climatiques s'opéraient à l'heure actuelle ou qu'ils se produiraient dans un avenir proche. En outre, 25 % des entreprises et 51 % des répondants des communautés ont

indiqué que les changements climatiques avaient actuellement une incidence sur leur organisation, puis 46 % des entreprises et 43 % des répondants des communautés ont affirmé que même si cette incidence ne se fait pas sentir en ce moment, elle n'est pas impossible à l'avenir. Abondant dans le même sens que l'innovation en matière de technologies propres, cette question est maintenant à un point où nous devons collaborer et axer tous nos efforts sur la manière dont nous pouvons passer de la démonstration de faisabilité à l'accélération de la prise de mesures pour composer avec les répercussions actuelles et nous préparer à celles qui se profilent à l'horizon. Il s'agit d'un défi passionnant et j'ai hâte de collaborer avec les membres de cette Plateforme, actuels et futurs, pour le relever.

Chris Jennings, directeur, Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques, Ressources naturelles Canada

3. Équiper les Canadiens face à l'évolution du climat : Faits saillants 2018-2019

3.1 La Plénière

La Plénière est un réseau de réseaux. Les membres directs comprennent tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, de multiples ministères fédéraux, des associations professionnelles et de l'industrie, ainsi que des organisations autochtones nationales et des organismes de recherche (Annexe 1 : Membres de la Plénière). Toutefois, la diffusion ultime atteint 250 organisations, 217 000 comptables et 290 000 ingénieurs d'un bout à l'autre du Canada. Ce réseau représente un élément essentiel de la stratégie de communication de la Plateforme. Parmi les priorités en matière de communications, mentionnons l'intensification de la diffusion aux publics cibles, la mobilisation accrue aux échelons supérieurs

des organisations des membres et un recours accru aux réseaux étendus afin que l'adaptation devienne partie intégrante des pratiques quotidiennes de gestion.

La Plénière de la Plateforme d'adaptation a tenu deux réunions engageantes en 2018. Les discussions tenues continuent à éclairer la mise en œuvre des mesures d'adaptation au Canada et à exploiter les diverses ressources réunies à la table. Depuis mai 2018, la Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques de RNCan a adopté une nouvelle approche. La Plénière comprend maintenant des séances approfondies axées sur les domaines émergents de l'adaptation et de la mise en œuvre afin de se préparer pour la prochaine génération de mesures d'adaptation. Ces réflexions approfondies favorisent une approche holistique pour cerner des occasions, explorer de nouvelles collaborations et renforcer la mobilisation à un niveau plus stratégique.

Réunion – Printemps 2018

La réunion du printemps 2018 a eu lieu le mardi 8 mai et le mercredi 9 mai au Centre de la géographie et de l'exploration de la Société géographique royale du Canada. Il y avait 65 participants, dont 35 membres, 12 conférenciers et 14 observateurs. L'ordre du jour comportait plusieurs réflexions approfondies, à passer en revue.

Finances et investissement

La première réflexion approfondie portait sur le milieu des finances et de l'investissement du point de vue des gestionnaires d'actifs et des prestataires de services d'analyse des titres. Chaque panéliste a abordé la pression croissante exercée par les propriétaires d'actifs et les régulateurs par rapport à l'intégration des considérations relatives aux changements climatiques dans la gestion des risques, les processus de gouvernance et les contrôles internes. L'intérêt récent porté à la prise en compte des changements climatiques dans les décisions en matière d'investissements et de finances s'est

fortement accru au cours des cinq dernières années, au même titre que la prise de conscience générale. Si l'élan doit se poursuivre, il est important de créer des outils de sensibilisation et de disposer de données cohérentes dans toutes les provinces et tous les territoires.



Membres de la Plénière au Centre de la géographie et de l'exploration du Canada au printemps 2018

Renforcement des capacités pour la prise de mesures d'adaptation

La séance portait précisément sur lacunes évidentes dans l'utilisation et l'application des connaissances et des outils en matière d'adaptation, ainsi que sur le besoin continu de tirer parti des occasions d'apprentissage et de formation. Lors de la Plénière, les membres ont souligné l'importance de poursuivre cette discussion afin de définir les capacités et de mieux comprendre les obstacles actuels au renforcement des capacités au sein des organisations et des communautés.

Rôle des associations

Au courant de la deuxième journée, une séance interactive a été organisée pour explorer le rôle des associations au sein de la Plateforme d'adaptation. La séance comprenait un défi « 1 diapositive, 3 minutes », suivi par un café du savoir au cours

duquel l'on a abordé quatre domaines de collaboration : renforcement des capacités, réseautage, ressources en matière de connaissances et mobilisation. Tout au long de la séance, nous avons réitéré l'importance de mettre à jour et d'adapter les ressources et les outils existants, bien que des lacunes dans les connaissances persistent.

Réunion – Automne 2018

La réunion de l'automne 2018 a eu lieu le mardi 27 novembre et le mercredi 28 novembre à Winnipeg, au Manitoba. Il y avait 55 participants, dont 29 membres représentants, 9 conférenciers et 15 observateurs.



L'ainé Dave Courchene a prononcé le discours d'ouverture et de clôture à la Plénière (gracieuseté d'Ian - Mauro) -

En plus des membres réguliers de la Plénière, l'ainé Dave Courchene, fondateur du Turtle Lodge International Centre for Indigenous Education and Wellness, a également été invité à animer les cérémonies d'ouverture et de clôture de la Plénière. Il a choisi de rester et de se joindre aux membres de la Plénière autour de la table afin de participer aux deux jours de discussion. Dans ses discours d'ouverture et de clôture, l'ainé Dave Courchene a souligné

la prévalence de la voix des femmes à la table de la Plénière et son importance pour la culture autochtone en raison de la relation que les femmes entretiennent avec la terre. Il a également souligné l'importance de l'intégration de l'identité autochtone et de la richesse du savoir, des messages et des valeurs autochtones dans le discours sur l'adaptation aux changements climatiques.

S'appuyant sur la séance plénière du printemps 2018, l'ordre du jour comprenait plusieurs réflexions approfondies axées sur les leviers potentiels des systèmes financiers et d'investissements afin de favoriser l'adaptation, sur l'exploration de technologies en faveur de l'adaptation et l'identification des défis et des occasions qui émergent afin de renforcer les capacités. Les réflexions approfondies se sont entrecroisées, ce qui démontre encore la nécessité d'adopter une approche holistique en matière d'adaptation.

Technologies pour l'adaptation

Destinée à présenter et à explorer les domaines technologiques à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques, la séance a comporté une table ronde avec des représentants du gouvernement fédéral et d'organisations utilisant des technologies pour accélérer l'adaptation. Les discussions ont porté sur deux nouvelles sphères : l'utilisation de la technologie pour soutenir les infrastructures naturelles. Les deux sphères (la technologie et les infrastructures naturelles) sont interconnectées et il est possible de faire appel aux deux en même temps. Par exemple, l'utilisation de technologies pour mesurer des paramètres et assurer une surveillance pourrait permettre de mieux intégrer les réponses des infrastructures naturelles aux risques climatiques.

Insuffler un élan et renforcer les capacités en matière d'adaptation

La séance portant sur le renforcement de la Plénière de l'automne 2018 a réexaminé la distinction entre l'intégration et la

création d'un domaine de l'adaptation. La D^{re} Susanne Moser, directrice et chercheuse principale pour la fondation Susanne Moser, et experte reconnue dans le domaine de l'adaptation, a participé à la Plénière par téléconférence pour présenter le rapport [*Rising to the Challenge, Together*](#) [Relever le défi, ensemble]. Les membres de la Plénière ont fortement participé à la présentation de la D^{re} Moser et ont débattu de la manière de promouvoir une approche plus transformationnelle et d'inciter à son adoption. Après la présentation de la D^{re} Moser, une table ronde a permis aux membres de la Plénière de discuter des approches canadiennes et de fournir des exemples provinciaux de projets qui s'inscrivent dans le cadre du programme Renforcer la capacité et l'expertise régionales en matière d'adaptation (RCERA, page 13).

Finances et investissement

En prévision du Forum des leaders en adaptation climatique et pour faire suite aux réflexions approfondies amorcées au printemps, la séance sur les finances et l'investissement a permis de poursuivre l'identification de leviers financiers liés à l'adaptation pour intégrer efficacement l'adaptation aux changements climatiques et encourager les mesures en faveur d'une économie sobre en carbone et résiliente au climat. La séance comprenait une présentation du Groupe d'experts sur le financement durable d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) animée par Andrew Chisholm, un membre de ce groupe. La présentation passait en revue les conclusions du rapport intermédiaire du groupe et était fortement axée sur les risques physiques. Il est essentiel de développer une économie résiliente au climat, car les entreprises et les administrations cherchant à attirer des investissements seront plus compétitives si elles peuvent démontrer qu'elles prennent les vulnérabilités aux changements climatiques en compte et présenter les mesures concrètes qu'elles prennent afin de composer avec les risques qu'elles présentent.

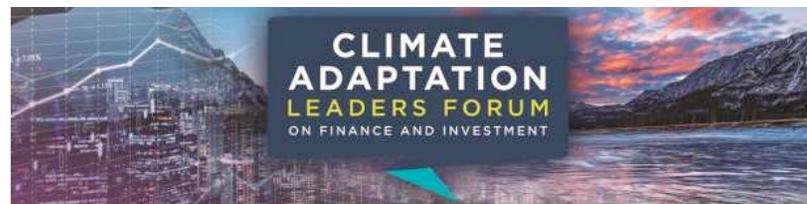
Tout au long de la réunion de deux jours, les synergies entre les technologies d'adaptation, les marchés d'exportation émergents, le renforcement de la compétitivité du Canada et l'augmentation de la capacité grâce à l'intégration et à la formation ont continué d'émerger. Il convient donc de cerner de nouveaux domaines d'adaptation à explorer dans le cadre de la Plénière et du Forum des leaders en adaptation climatique.

3.2 Forum des leaders en adaptation climatique

Après six ans de progrès en matière d'adaptation grâce à une coordination intergouvernementale et multipartite, la Plateforme canadienne d'adaptation est en train d'être redéfinie afin de favoriser son adoption ainsi que celle des mesures d'adaptation à grande échelle. Grâce aux discussions tenues avec l'industrie et les associations professionnelles dans le cadre de la Plénière, il est devenu manifeste qu'il était nécessaire d'intensifier le dialogue sur l'adaptation. Des systèmes interconnectés complexes, des priorités multiples, le manque de structure interne nécessaire à la normalisation de l'adaptation et l'absence de signaux comportementaux externes sont tous des facteurs qui concourent à l'inhibition ou à la fragmentation des mesures d'adaptation. Dans ces circonstances, l'amélioration des connaissances et de leur disponibilité ne mène pas nécessairement à la mise en œuvre des mesures d'adaptation requises. Toutefois, l'adoption rapide de mesures d'adaptation et le renforcement de la résilience se produiront lorsque les organisations intégreront les défis associés aux changements climatiques au sein de leur planification et de leurs activités quotidiennes. Le Forum des leaders vise à redéfinir l'adaptation en tant que moteur de l'innovation grâce à un forum favorisant la mobilisation destiné aux dirigeants qui ont le pouvoir de susciter un changement institutionnel au sein de leur

organisation. Le thème du Forum changera chaque année et les invités reflèteront ces thèmes.

Forum des leaders en adaptation climatique sur les finances et l'investissement (projet pilote)



Ce projet pilote de Forum des leaders, élaboré et animé en partenariat par Ressources naturelles Canada (RNCan), Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), le Bureau d'assurance du Canada et l'Ordre des comptables professionnels agréés du Canada, a eu lieu le 23 janvier dernier. Coprésidé par la sous-ministre Christyne Tremblay (RNCan) et le sous-ministre Stephen Lucas (ECCC), le forum a réuni 37 cadres supérieurs du domaine des finances et de l'investissement afin de débattre du rôle du secteur privé dans la création d'une économie résiliente au climat et l'incitation aux mesures et aux investissements en faveur de l'adaptation au climat. Parmi les participants figuraient des représentants de quatre des huit plus grands fonds d'investissement dans les régimes de pension du Canada, lesquels gèrent 1,25 billion de dollars en épargne-retraite pour les Canadiens.



Les coprésidents, le sous-ministre Stephen Lucas et la sous-ministre Christyne Tremblay, ainsi que plusieurs participants au Forum des leaders

Le Forum portait sur les répercussions physiques des changements climatiques sur les systèmes financiers et d'investissements, notamment les dommages matériels, la perturbation des activités ou des canaux d'approvisionnement et de distribution, l'augmentation des demandes d'indemnité ou la diminution de la disponibilité, voire la perte, de la couverture. Il s'agissait de la première étape pour engager les secteurs public et privé dans une discussion collaborative sur l'importance du financement privé dans l'adaptation au changement climatique. Voici les membres du groupe d'experts du Forum issus du milieu des finances et de l'investissement qui ont présenté divers points de vue à cette occasion :

- Charles Brindamour, chef de la direction d'Intact corporation financière,
- James Hempstead, directeur général de Moody's Global Project & Infrastructure Finance Group,
- Kim Thomassin, première vice-présidente de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Andrew Chisholm, membre du Groupe d'experts sur le financement durable, était également présent pour passer en revue les conclusions du rapport intermédiaire en mettant l'accent sur les risques physiques. Le Forum était animé par Céline Bak, présidente d'Analytica Advisors.

Voici les principaux thèmes du Forum : intensifier le dialogue pour inclure d'autres occasions; renforcer les données et la formation pour soutenir l'information financière relative aux changements climatiques; accroître l'engagement chez les jeunes; améliorer la collaboration entre les secteurs public et privé à tous les niveaux (Annexe II).

L'un des principaux résultats du Forum a été un énoncé directionnel (annexe III) reconnaissant l'importance d'accroître les flux financiers du secteur privé vers des mesures d'adaptation au climat. L'énoncé souligne également que l'adaptation aux changements climatiques peut représenter un espace d'innovation susceptible d'accroître les avantages concurrentiels des entreprises et des régions qui souhaitent investir.

Les résultats supplémentaires du Forum des leaders, projet pilote, sont renvoyés à la plénière avec les prochaines étapes pratiques sur la manière de soutenir les systèmes de financement et d'investissement en vue de créer une économie résiliente. Cela permet de mobiliser les provinces et leurs régions relativement aux communautés financières réglementées.

3.3 Groupes de travail

Les produits qui transmettent l'information et les outils aux décideurs politiques et aux praticiens chargés de mettre en œuvre les mesures d'adaptation aux changements climatiques sont normalement créés sous l'égide des groupes de travail. Tout comme la Plénière, les groupes de travail sont aussi des réseaux de réseaux.

Sous la coprésidence de participants provenant de diverses organisations, les groupes de travail réunissent des personnes qui possèdent une expertise ou un intérêt commun concernant certains enjeux ou secteurs en particulier. Leurs membres travaillent ensemble à définir des objectifs d'adaptation aux changements climatiques, puis à les atteindre. Des cadres de référence sont élaborés pour chaque groupe de travail, qui les soumet ensuite au groupe plénier. Le programme de travail est révisé périodiquement selon le calendrier de chaque groupe de travail, le plus souvent déterminé par les cycles de financement des gouvernements. Plusieurs des groupes de travail rédigent un document décrivant l'état d'avancement de leurs travaux qui leur sert de référence afin de déterminer les mesures à entreprendre et d'en discuter.

Les membres d'un groupe de travail peuvent participer en fournissant des fonds, de l'expertise ou de l'information provenant de l'organisme qu'ils représentent; ou bien en rédigeant ou en révisant des documents, en fournissant des conseils sur des projets ou en accueillant des réunions. Les groupes de travail se rassemblent principalement par téléconférence et certains d'entre eux œuvrent directement dans l'espace de travail virtuel. Les activités des groupes de travail peuvent être réalisées par les organisations membres ainsi que par des sous-traitants en vertu d'appels d'offres et de contrats. Les priorités de financement dépendent du mandat du bailleur de fonds, lequel pourrait être toute organisation qui est membre du groupe plénier.

Adaptation de la biodiversité

Coprésidents :

Elizabeth Nelson, Parcs Canada

Poste vacant

Le Groupe de travail sur l'adaptation de la biodiversité s'est réuni huit fois en 2018 et 2019. À la suite de l'achèvement de son rapport sur l'état actuel au printemps 2018, le groupe a cerné et exploré des

sphères d'activités potentielles. Deux sphères d'activité ont été établies comme prioritaires :

- La promotion des infrastructures naturelles – la manière dont la protection, la restauration ou l'amélioration des infrastructures naturelles peuvent constituer une solution gagnante pour la biodiversité et la population.
- La communication des informations sur les changements climatiques – slogans et messages à partager à propos des changements climatiques et de la perte de biodiversité.

Les discussions et les connaissances partagées sur les deux sphères d'activités prioritaires ont mené à la décision d'axer les premières activités sur la promotion des infrastructures naturelles. Une série de présentations et d'ateliers sont en cours de planification afin de faire avancer le dialogue sur les composantes de la biodiversité et de l'adaptation des projets d'infrastructure naturelle actuels, proposés et futurs, en mettant l'accent sur les cinq thèmes cernés dans le rapport sur l'état actuel : Science; partenariats; communications; politique, programmes et financement; et leadership autochtone.

Services climatiques

Coprésidents :

Lo Cheng, Environnement et Changement climatique Canada

David Huard, Ouranos

Depuis sa mise en place à l'automne 2017, le Groupe de travail sur les services climatiques (GTSC) a rassemblé un large éventail d'intervenants de divers secteurs et régions pour aborder les enjeux et les besoins communs liés à la prestation continue de services climatiques aux fins de prise de décisions et de planification en matière d'adaptation au Canada. Le GTSC comprend deux principaux secteurs d'activité à court terme associés à deux sous-

groupes pour faire avancer les travaux : (1) la surveillance et (2) la formation.

Coresponsables du sous-groupe sur la surveillance :

Ted Weick, ministère de l'Environnement et de la Stratégie en matière de changements climatiques, province de la Colombie-Britannique.

Jamie Smith, Environnement et Changement climatique Canada

La portée des travaux du sous-groupe sur la surveillance consiste à fournir aux Canadiens des données et des métadonnées améliorées, normalisées et accessibles pour appuyer leur planification et leur prise de décisions. Les travaux de ce sous-groupe continuent d'appuyer l'élaboration de directives normalisées pour la transmission, la collecte et le traitement des données météorologiques et climatiques, de même que la mise en place et l'entretien de stations de surveillance. Le sous-groupe s'appuie sur l'expérience de la Colombie-Britannique pour mettre au point le programme de réseaux collaboratifs d'ECCC dans le cadre duquel des propriétaires et des exploitants de réseaux de plusieurs régions collaborent et cernent des possibilités de relier des réseaux et de les exploiter conjointement. Le sous-groupe a également entamé des travaux visant à établir un inventaire des réseaux et des stations de surveillance de tous types (par exemple, issus de l'industrie, de groupes communautaires). L'inventaire permettra de clarifier l'état actuel de l'offre en matière de réseaux dans le pays, ainsi que de cerner les objectifs de surveillance, les lacunes à grande échelle et les besoins de ces réseaux.

Coresponsables du sous-groupe sur la formation :

Stephanie Austin, Environnement et Changement climatique Canada

Isabelle Charron, Ouranos

La portée des travaux du sous-groupe sur la formation consiste à offrir une formation aux Canadiens en ce qui concerne les renseignements climatiques disponibles et leur utilisation pour orienter la prise de décisions. Après avoir élaboré le plan d'activités, le sous-groupe sur la formation a préparé un cadre définissant les différents utilisateurs des formations et les besoins en matière de formation, afin de servir de base aux activités futures. Au début de 2019, le sous-groupe sur la formation a commencé à travailler sur l'élaboration de documents de formation d'initiation à la science du climat et l'information climatologique. Le sous-groupe sur la formation a également entamé des travaux visant à examiner la formation actuellement offerte en matière de services climatiques au Canada afin d'explorer les lacunes et les possibilités de collaboration, ainsi que d'orienter les activités futures.

Le GTSC continuera de soutenir les initiatives du sous-groupe, d'explorer des secteurs de collaboration avec d'autres groupes de travail par l'intermédiaire de la Plateforme d'adaptation et d'examiner d'autres activités liées à son programme de travail à mettre en œuvre au cours des prochaines années.

Gestion des zones côtières

Coprésidents :

Mary-Ann Wilson, Ressources naturelles Canada

Erin Taylor, Île-du-Prince-Édouard – Ministère des Communautés, des Terres et de l'Environnement

En août 2017, RNCan a sollicité des propositions concernant des projets à frais partagés; 2 millions de dollars ont été expressément affectés au traitement des priorités liées à la gestion des zones côtières, notamment :

- des approches alternative et novatrice afin de protéger les infrastructures matérielles;

- des moyens d'intervention élargis ou innovateurs;
- des initiatives d'adaptation intégrées.

Durant la période de 2018-2019, RNCan a approuvé huit projets, la majorité d'entre eux relevant du thème des approches alternative et novatrice afin de protéger les infrastructures matérielles, avec un accent particulier sur la démonstration et le renforcement des capacités entourant la mise en place d'infrastructures naturelles. Des projets sont en cours sur les côtes des Grands Lacs, de l'Atlantique et du Pacifique; ceux-ci comprennent une collaboration internationale avec des partenaires du Massachusetts pour déterminer des instruments politiques efficaces, ainsi qu'une étude de cas de la Nouvelle-Écosse menée dans le cadre d'un [rapport](#) de l'OCDE visant à comparer les approches des pays en matière d'adaptation côtière.

Le Groupe de travail sur la gestion des zones côtières était bien représenté à la conférence Zone côtière Canada de 2018 tenue à St. John's, à Terre-Neuve. Il s'agit du plus grand rassemblement de praticiens côtiers du Canada, une occasion exceptionnelle pour les membres du groupe de travail et des partenaires du projet de présenter leur travail et de recueillir de précieux commentaires. La conférence a également accueilli le lancement de la [Cold Regions Living Shorelines Community of Practice \(communauté de pratique des côtes vivantes des régions froides; CRLS CoP\)](#), une initiative visant à encourager l'échange de connaissances sur les idées et les principes entourant les côtes vivantes, un domaine prioritaire du Groupe de travail sur la gestion des zones côtières.

Les travaux de l'année à venir seront axés sur le maintien d'un partenariat avec la Commission géologique du Canada afin d'appuyer les activités de communication et d'information accessible sur l'élévation du niveau de la mer et la sensibilité des

côtes, ainsi que sur l'engagement d'utiliser davantage les infrastructures naturelles comme mesure d'adaptation côtière.

La dimension économique

Coprésidente :

Pam Kertland, Ressources naturelles Canada

Le Groupe de travail sur la dimension économique s'est concentré sur des séances d'information tenues avec les responsables et les équipes de huit projets ayant reçu un soutien financier de RNCan. Sept des projets sont axés sur l'analyse coûts-avantages, souvent en lien avec les ressources en eau et les inondations. Le huitième projet est dirigé par CPA Canada et porte sur la divulgation des informations et la prise de décisions en matière de changements climatiques. Les séances d'information ont servi à fournir des explications sur les objectifs et la méthodologie de chaque projet et ont permis aux membres du groupe de travail de poser des questions. Les responsables de tous les projets sur la dimension économique et les membres des groupes de travail connexes ont été invités à participer aux réunions pour faire connaître les projets et pour saisir des occasions d'établir des liens entre les travaux en cours.

L'énergie

Coprésidente :

Radha Subramani, Ressources naturelles Canada

Le Groupe de travail sur l'énergie (GTE) a accueilli une nouvelle présidente de Ressources naturelles Canada. Par ailleurs, au cours de la dernière année, le groupe a centré ses efforts sur le secteur pétrolier et gazier. Bien que le mandat du GTE soit de faire progresser l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de l'énergie, on note que le secteur pétrolier et gazier n'est

pas représenté. En septembre 2018, le GTE a été invité à faire une présentation à la Oil Sands Trade Show and Conference (Salon des sables bitumineux) à Fort McMurray, en Alberta. Les membres du groupe de travail ont tenu une présentation sur les changements climatiques et leurs effets sur l'exploitation des sables bitumineux. De plus, le GTE a élaboré un document de discussion présentant les risques et les occasions liés aux changements climatiques pour le secteur pétrolier et gazier au Canada.

Au cours de la prochaine année, les travaux continueront de viser à accroître la mobilisation du secteur pétrolier et gazier; ils comprendront des plans de mobilisation ciblés ayant pour objectif d'intégrer des membres du secteur pétrolier et gazier dans le GTE et de favoriser leur engagement.

La foresterie

Coprésidents :

Winnifred Hays-Byl, Service canadien des forêts

Vincent Roy, Service canadien des forêts

Le Groupe de travail sur l'adaptation forestière (GTAF) s'est renouvelé (certains de ses membres ont pris leur retraite) et intègre désormais des représentants du monde universitaire et d'autres gouvernements pour former une solide équipe. Actuellement, le groupe de travail se réunit tous les mois pour partager les dernières nouvelles à propos des projets liés à l'adaptation, ainsi que les leçons tirées des activités d'adaptation. Dans le cadre des réunions mensuelles, les membres présentent les plus récentes informations concernant leur champ respectif lors de tables rondes; ces renseignements touchent notamment des points permanents sur l'évaluation des connaissances, l'échange de connaissances et l'atténuation des effets des changements climatiques sur les forêts (du Comité national des puits forestiers). De plus, plusieurs

présentations ont abordé des questions transversales présentant un intérêt pour le secteur forestier.

En 2018, les présentations du GTAF ont porté sur les points suivants :

- Élaboration d'un programme de recherche décennal sur les effets des changements climatiques sur les forêts
Tony Lemprière, Service canadien des forêts (février 2018)
- Normes relatives à l'évolution des changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes au Canada
Dr Blair Feltmate, Centre Intact d'adaptation au climat de l'Université de Waterloo (avril 2018)
- Centre canadien des services climatiques – Partenariat et mobilisation
Erik Sparling, Partenariat et mobilisation, Environnement et Changement climatique Canada (mai 2018)
- Protocole d'évaluation rapide pour examiner le carbone dans les milieux humides forestiers
Dr Mark Johnston, Saskatchewan Research Council (septembre 2018)
- État de la préparation aux conditions météorologiques extrêmes liées aux changements climatiques au Canada : s'adapte-t-on assez rapidement, et si non, que faut-il faire?
Dr Blair Feltmate, chef d'équipe, Centre Intact d'adaptation au climat de l'Université de Waterloo (décembre 2018)

En janvier 2018, le groupe de travail a revu et mis à jour son mandat et a discuté de l'ordre du jour et du calendrier des réunions afin de répondre aux besoins des membres. En février, les membres ont examiné et mis à jour leur programme de travail et ont discuté des besoins en matière d'information sur l'adaptation. L'examen de l'utilisation actuelle des outils d'adaptation dans le cadre de la politique forestière existante a été collectivement établi comme

priorité par les membres. Les membres du GTAF ont indiqué qu'ils souhaitent apprendre les uns des autres, en particulier lorsqu'ils partagent des similitudes sur le plan des données climatiques et de la vulnérabilité aux effets des changements climatiques.

En réponse à ce besoin, le SCF de RNCan s'est associé au Saskatchewan Research Council pour mener ce travail, en s'appuyant sur le rapport sur l'état actuel, produit en 2017. Le projet explore les cadres et politiques provinciaux et territoriaux sur les changements climatiques qui facilitent les activités d'adaptation menées au Canada. De plus, le projet examine les différents outils d'adaptation mis au point, en mettant en évidence ceux qui sont largement utilisés et en soulignant les domaines dans lesquels le transfert de technologie pourrait soutenir leur application dans d'autres régions. Les résultats de ces travaux devraient orienter les futures mesures d'adaptation et l'utilisation des outils d'adaptation, ainsi que mettre en évidence les possibilités de renforcement des capacités et de résilience dans le secteur forestier et les communautés. L'équipe du projet a pour objectif de diffuser un rapport de synthèse des conclusions d'ici avril 2019, ainsi que d'autres produits qui seront accessibles ultérieurement, notamment un rapport et une présentation en ligne.

Au cours de la dernière année, de nouveaux plans d'action provinciaux et territoriaux en matière de changements climatiques ont été élaborés et sont entrés en vigueur. Partout au pays, de nombreuses initiatives ont été déployées pour accroître la capacité d'adaptation, comprenant de nombreuses occasions de collaboration et d'échange de connaissances. Pour exploiter au mieux les capacités du groupe de travail, celui-ci aura pour objectif de mener des projets ciblés, visant notamment à tenir à jour le rapport sur l'état actuel, à discuter des priorités d'adaptation

nationales et régionales, ainsi qu'à travailler étroitement avec ses homologues en matière d'atténuation.

En janvier 2019, le GTAF a revu son mandat, compte tenu de changements dans la composition de ses membres. Les membres du groupe de travail ont accepté de participer à un sondage visant à recueillir des informations sur leurs priorités et des suggestions entourant l'organisation et le contenu des réunions de manière à garantir que les réunions à venir demeurent pertinentes et utiles à leurs yeux. Le sondage sera tenu en février 2019 et les résultats seront communiqués aux membres du groupe de travail d'ici avril 2019.

Infrastructure et bâtiments

Coprésidents :

David Lapp, Ingénieurs Canada

Paul Kovacs/Dan Sandink, Institut de prévention des sinistres catastrophiques

Le programme de travail, actualisé en 2018, et le rapport sur l'état actuel de 2017 du Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments (www.ibwqsop.org) continuent de mettre en évidence les objectifs liés au renforcement des capacités en matière d'adaptation des bâtiments et de l'infrastructure, au rayonnement et à la diffusion d'information et à l'établissement de données probantes concernant des mesures d'adaptation.

Le groupe de travail – qui n'est pas financé – a mis l'accent sur la diffusion d'information concernant des initiatives d'adaptation et la création de possibilités de partenariats liés à des projets d'adaptation. Au cours de la dernière année, le groupe de travail a reçu des présentations de quelque 15 intervenants externes et internes axées sur des programmes nationaux d'adaptation

évolutive et des initiatives d'adaptation locales. Le groupe de travail compte actuellement une trentaine de membres représentant des entreprises privées, des organismes gouvernementaux fédéraux et provinciaux, des organismes non gouvernementaux et des organismes universitaires travaillant à adapter les infrastructures et les bâtiments du Canada aux effets des changements climatiques et des phénomènes naturels extrêmes.

Les membres du Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments participent à l'élaboration de nombreux projets liés aux infrastructures et aux bâtiments. Bon nombre d'entre eux concernent l'adaptation des infrastructures et des bâtiments aux effets des changements climatiques. Les membres du groupe de travail collaborent avec le Conseil national de recherches du Canada pour élaborer des documents d'orientation sur la réduction des risques liés aux inondations de sous-sols et aux incendies dans les milieux périurbain. Ils travaillent également avec le Conseil canadien des normes sur des projets entourant la réduction des risques des vents violents pour les bâtiments, la construction de systèmes d'égout sanitaire municipaux et privés pour limiter les infiltrations (excédent d'eau pénétrant dans les systèmes sanitaires et augmentant considérablement les coûts du cycle de vie et réduisant la durée de vie des infrastructures), ainsi que l'élaboration de directives sur



la collecte de données sur les pertes de structure suivant des catastrophes naturelles.

Ces travaux ont notamment permis de produire le document Améliorer la résistance des résidences canadiennes aux vents violents : Document de base pour les bâtiments résidentiels de faible hauteur et les petits bâtiments, qui a été élaboré en collaboration avec l'Institut de prévention des sinistres catastrophiques, l'Université Western et le Conseil du Canada.

Exploitation minière

Présidente :

Pam Kertland, Ressources naturelles Canada

En août 2017, RNCan a lancé un appel de propositions pour des projets à frais partagés abordant des thèmes du programme de travail du Groupe de travail sur l'exploitation minière, notamment :

- La sensibilisation et le renforcement des capacités entourant les risques des changements climatiques et l'adaptation;
- Les pratiques « exemplaires » au Canada et à l'international en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le secteur minier;
- L'évaluation des risques liés aux mines orphelines ou abandonnées existantes.

Cinq projets ont été approuvés, représentant un investissement total de 2,1 millions de dollars. Ils sont principalement axés sur les pratiques exemplaires dans le secteur minier et l'évaluation des risques que posent les mines orphelines et abandonnées en lien avec les changements climatiques. Les projets visent un certain nombre d'endroits géographiquement diversifiés au Canada, y

compris les régions éloignées, nordiques et côtières, et comprennent des partenaires de projets issus de l'industrie, des gouvernements et du milieu universitaire.

Afin de mieux faire connaître l'adaptation et de renforcer les capacités, le groupe de travail a mobilisé le Secrétariat du Plan canadien pour le secteur des minéraux et des métaux afin de mettre de l'avant les priorités en matière d'adaptation tout au long de l'élaboration du plan. Ainsi, le Plan canadien pour le secteur des minéraux et des métaux porte une attention particulière aux mesures d'adaptation aux changements climatiques; il a été lancé le 3 mars 2019 dans le cadre de la conférence de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE).

Au cours de la prochaine année, les travaux viseront à tirer parti des résultats des projets afin d'orienter la prise de décisions, et continueront d'appuyer les priorités en matière d'adaptation dans le cadre du Plan canadien pour le secteur des minéraux et des métaux.

4. Autres activités d'adaptation

4.1 Le Canada dans un climat en changement : renforcer nos connaissances pour mieux agir

Ce fut une année productive pour le processus d'évaluation [Le Canada dans un climat en changement : renforcer nos connaissances pour mieux agir](#). Beaucoup a été accompli et appris, à mesure que de nouvelles idées et approches en matière d'évaluation ont été mises en œuvre. La contribution et le soutien de la solide équipe des membres du comité consultatif et des auteurs principaux chargés de la coordination ont été essentiels aux réalisations accomplies cette année, comprenant :

- La finalisation du contenu du **Rapport sur le climat changeant du Canada (RCCC)**. En tant que premier produit du processus d'évaluation, ce rapport fournit les bases scientifiques pour l'élaboration des prochains rapports sur les changements climatiques. Il documente les changements observés et projetés dans le climat du Canada, ayant trait notamment à la température, aux précipitations, au niveau de la mer et au pergélisol.
- L'élaboration d'une **plateforme numérique** qui servira à présenter tous les rapports. Dynamique et visuellement attrayant, le site permettra d'atteindre un public nouveau et plus vaste, et présentera des images interactives ainsi que des liens pertinents entre les chapitres et les rapports.
- La rédaction d'une version préliminaire des volumes **Perspectives régionales** et **Enjeux nationaux**. Ces versions préliminaires suivent un modèle commun, structuré autour de messages clés. De plus, chaque équipe de chapitre a mobilisé les intervenants de sa région ou de son secteur afin de recueillir des renseignements pour créer ces versions préliminaires, notamment par l'entremise d'enquêtes, d'ateliers et de conversations.
- Un fort engagement du public sur le **site Web de l'évaluation**, avec plus de 150 questions soumises pour contribuer à notre FAQ et 160 personnes s'étant inscrites comme réviseur de chapitre.
- La **mobilisation d'étudiants** dans le cadre d'un projet pilote avec l'Université de Waterloo. Dans le cadre de cette initiative, cinq étudiants ont travaillé avec un auteur principal chargé de la coordination pour rédiger une version préliminaire de contenu de chapitre; ils ont également participé à une réunion d'une journée à Ottawa.

- Une **réunion en personne** de l'ensemble de l'équipe d'évaluation en octobre 2018 ayant mené à des discussions et des résultats profitables et ayant servi à prendre des décisions à propos des messages clés, du format des chapitres et des activités de mobilisation.



Capture d'écran du site Web du Canada dans un climat en changement.

Un des objectifs du processus d'évaluation est d'améliorer l'intégration des systèmes de connaissances autochtones dans les rapports d'évaluation nationaux. Ainsi, la plupart des auteurs principaux des chapitres des volumes sur les perspectives régionales et les enjeux nationaux ont indiqué qu'ils tenaient compte des connaissances autochtones dans la rédaction de leur contenu. De plus, un nouveau rapport a été ajouté au processus d'évaluation, qui portera sur la résilience des peuples autochtones face aux changements climatiques. On estime que le rapport sera achevé au début de l'an 2021, ce qui permettra de synthétiser les résultats des autres rapports et d'intégrer du contenu supplémentaire.

4.2 Renforcer la capacité et l'expertise régionales en matière d'adaptation

Le programme Renforcer la capacité et l'expertise régionales en matière d'adaptation (RCERA) vise à accélérer la prise de mesures

en matière d'adaptation aux changements climatiques en améliorant la capacité des organismes, des professionnels, des communautés et des entreprises pour que ces derniers tiennent compte des répercussions des changements climatiques dans leurs plans et décisions. Le programme RCERA a reçu 18 M\$ sur 5 ans (2017 à 2022) dans le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Il s'appuie sur la programmation relative aux répercussions des changements climatiques et à l'adaptation de la Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques (DIACC), qui englobe la Plateforme d'adaptation et l'évaluation scientifique nationale. Le programme RCERA a été conçu de manière à remédier au manque de capacité et d'expertise des décideurs à utiliser les connaissances et produits existants en matière d'adaptation. Pour que les connaissances puissent donner lieu à des mesures d'adaptation aux changements climatiques, il est nécessaire de renforcer les capacités.

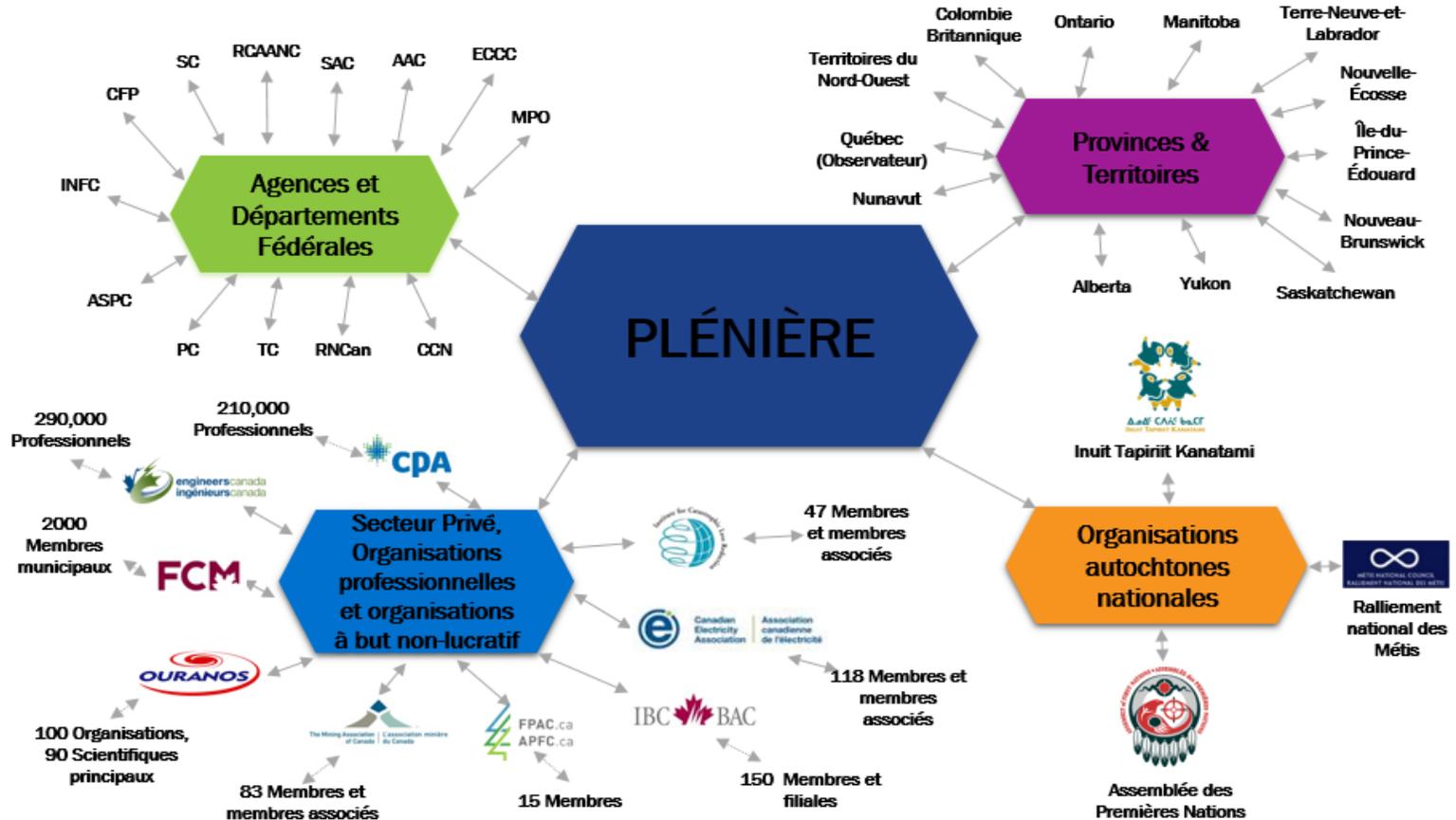
En 2018, la DIACC a collaboré avec les provinces du Canada ¹ pour établir les domaines prioritaires en matière de renforcement des capacités et déterminer des projets susceptibles d'améliorer la capacité de manière importante qui seront financés par le programme RCERA. Vingt-deux propositions ciblées ont été soumises en 2018 et 2019 et sont en voie de faire l'objet d'ententes de contribution. Les projets du programme RCERA visent à un large éventail de publics, en particulier les professionnels (ingénieurs, comptables, planificateurs, etc.). Ils ciblent également des secteurs économiques tels que la foresterie, les mines, le commerce et les infrastructures. Les travaux axés sur les secteurs permettront

¹ Dans les territoires, le renforcement des capacités est traité dans le cadre d'autres programmes fédéraux.

d'améliorer la compréhension des effets du climat parmi les intervenants, de cerner les risques et les possibilités et d'élaborer des mesures visant à améliorer la résilience climatique. Les activités soutenues par le programme RCERA comprennent des formations, des occasions d'apprentissage par la pratique et des stages. Pour améliorer l'échange de connaissances, la DIACC facilitera également les possibilités de collaboration thématique entre les régions au moyen de diverses activités telles que des webinaires, des ateliers et des conférences.

5. Annexe I

Membres de la plénière : un réseau de réseaux



AAC : Agriculture et Agroalimentaire Canada; RCAANC : Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord Canada; MPO : ministère des Pêches et des Océans; ECCC Environnement et Changement climatique Canada, SC : Santé Canada; SAC : Services aux autochtones Canada; IC : Infrastructure Canada; RNCAN : Ressources naturelles Canada; APC : Agence Parcs Canada; ASPC : Agence de la santé publique du Canada; SPC : Sécurité publique Canada; CCN : Conseil canadien des normes; TC : Transports Canada.

Annexe II

Forum des chefs de file de l'adaptation aux changements climatiques sur le financement et les investissements : Compte rendu de la réunion

CONTEXTE

Le Forum des leaders de l'adaptation au climat est un forum public/privé de haut niveau, visant à accélérer la résilience aux changements climatiques grâce à des changements institutionnels. Le Forum pilote des leaders, conceptualisé et organisé en partenariat par Ressources naturelles Canada (RNCan), Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), le Bureau d'assurance du Canada et les Comptables professionnels agréés du Canada, a eu lieu le 23 janvier 2019 (Annexe 1 : Ordre du jour). Coprésidé par la sous-ministre Christyne Tremblay (RNCan) et le sous-ministre Stephen Lucas (ECCC), le Forum a réuni 37 cadres supérieurs du milieu de la finance et de l'investissement pour discuter du rôle du secteur privé dans la croissance d'une économie résiliente au climat et dans la promotion des mesures et des investissements pour l'adaptation au climat. Parmi les participants figuraient quatre représentants parmi les huit grands fonds d'investissement des caisses de retraite du Canada, qui gèrent 1,25 billion de dollars d'épargne-retraite pour les Canadiens (Annexe 2 : Organismes participants).

Le comité d'experts du Forum présente divers points de vue de la communauté des financeurs et investisseurs. Ce groupe est composé de :

- Charles Brindamour, PDG d'Intact Corporation financière,

- James Hempstead, directeur général du groupe de financement des infrastructures et projets mondiaux de Moody's,
- Kim Thomassin, vice-présidente exécutive de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

En lien avec les efforts du comité d'experts sur la finance durable, Andrew Chisholm, membre du comité, est également présent pour passer en revue les conclusions du rapport intérimaire, en mettant l'accent sur les risques physiques. Le Forum est animé par Céline Bak, présidente d'Analytica Advisors.

Les intervenants et participants discutent des points suivants :

- La mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative au climat (GIFC) du Conseil de stabilité financière dans un contexte canadien;
- Les conclusions du comité d'experts canadien sur le financement durable relativement aux répercussions physiques des changements climatiques;
- L'harmonisation des décisions en matière d'immobilisations avec les efforts visant à rendre le Canada plus résilient face aux changements climatiques;
- L'amélioration de la capacité de tenir compte de la résilience aux changements climatiques dans les décisions en matière d'immobilisations et les stratégies commerciales.

Le Forum constitue la première étape vers la participation des secteurs public et privé à un débat concerté sur l'importance du financement privé dans l'adaptation aux changements climatiques.

MESSAGES CLÉS

Le Forum des leaders de l'adaptation au climat sur la finance et l'investissement reconnaît que l'adaptation au climat est une question économique. La discussion fait ressortir l'occasion importante pour le Canada d'être un leader mondial dans ce domaine en adoptant une économie à faibles émissions de carbone et résiliente aux changements climatiques, et en développant un avantage concurrentiel pour des entreprises et des administrations plus résilientes aux changements climatiques. Les messages clés suivants révèlent les domaines dans lesquels des travaux futurs sont nécessaires pour favoriser la résilience dans les systèmes financiers et d'investissement, et par leur intermédiaire.

Changer le discours

- Le changement climatique apporte à la fois des risques et des opportunités. Historiquement, les discussions et les efforts se sont principalement concentrés sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et sur les risques associés à la transition vers une économie à faible émission de carbone. Afin d'intéresser à cet événement des investisseurs de la taille des investisseurs institutionnels, il est important d'élargir l'objectif pour reconnaître que les changements climatiques apportent des possibilités qui encouragent l'innovation et l'inventivité et qui peuvent accroître la compétitivité et la résilience.
- Il faut en outre un exposé discours national pour amener les Canadiens à comprendre l'importance de l'adaptation ainsi que les risques et les coûts associés à une non-adaptation. En tant que consommateurs de produits financiers, les Canadiens créeront une demande de produits qui répondent aux risques climatiques s'ils s'intéressent aux effets prévus des changements climatiques et à leurs répercussions sur l'économie et la société.

Appuyer la communication d'information financière relative au climat

- Une bonne communication de l'information sur le climat joue un rôle crucial en permettant aux marchés financiers de déterminer correctement les risques et de susciter un changement de comportement au sein des entreprises. Il existe différents moyens d'appuyer la communication de l'information financière liée au climat, allant de la divulgation prévue par la loi à la divulgation dans le cadre d'un intérêt personnel éclairé. Les entreprises et les administrations qui cherchent à attirer des investissements seront plus concurrentielles lorsqu'elles pourront démontrer comment elles ont tenu compte des vulnérabilités aux changements climatiques et ce qu'elles font pour réduire les risques que posent ces derniers.

Renforcer les données et la formation

- La communauté des investisseurs a du mal à obtenir des données accessibles qui permettent de quantifier avec précision le risque physique et l'exposition à long terme au risque physique d'un portefeuille. Il existe des façons novatrices d'utiliser différentes sources de données. Citons, par exemple, l'application aux portefeuilles de l'analyse des phénomènes météorologiques extrêmes, des scénarios climatiques ou de la cartographie géospatiale, afin d'orienter la planification à long terme et les stratégies d'affaires. Davantage de formation et d'orientation est nécessaires pour démontrer comment utiliser de façon inventive divers formulaires de données et comment intégrer les données climatiques sur les risques physiques dans la prise de décision par catégorie d'actifs et pour l'ensemble des portefeuilles.

Mobiliser les jeunes

- De façon générale, les jeunes générations accueillent plus facilement les changements liés au climat dans leurs stratégies commerciales. À mesure que les plus jeunes générations s'installeront sur le marché du travail, elles encourageront des mesures plus immédiates sur les questions liées aux changements climatiques, appuieront les changements en cours dans le milieu de l'investissement et apporteront de nouvelles compétences.

Accroître la collaboration

- La collaboration entre les secteurs public et privé à tous les niveaux, y compris l'industrie et les investisseurs, est essentielle pour intégrer efficacement l'adaptation et stimuler l'innovation. Ces partenariats sont un élément important pour tirer parti des possibilités que procurera le développement d'une résilience au sein du système financier et d'investissement canadien.

RESULTATS PRINCIPALS

Le résultat principal de cet événement sera un énoncé directeur, reconnaissant l'importance d'accroître les flux financiers du secteur privé pour les efforts d'adaptation au climat. La déclaration soulignera également que l'adaptation au climat est un espace d'innovation qui pourrait accroître l'avantage concurrentiel des entreprises et des administrations à la recherche d'investissements. Une séance de suivi approfondie aura lieu lors de la plénière du printemps 2019. L'objectif de cette séance est de déterminer les prochaines étapes prévues entre les administrations régionales et le secteur privé pour appuyer la transition vers une économie résiliente au carbone.

Annex III

Forum des chefs de file de l'adaptation aux changements climatiques sur le financement et les investissements : Énoncé de l'extrait

Le 23 janvier 2019, des représentants des secteurs public et privé se sont réunis dans le cadre du Forum des chefs de file de l'adaptation aux changements climatiques sur le financement et les investissements pour discuter collectivement de la nécessité de bâtir une résilience climatique et d'orienter davantage les flux financiers vers les efforts d'adaptations climatiques au bénéfice des Canadiens de tous les secteurs et de toutes les régions.

Le contexte :

Il pourrait y avoir des impacts à court terme liés au climat, comme des conditions climatiques extrêmes, alors que d'autres impacts pourraient devenir plus perceptibles avec le temps. La plupart des entités des secteurs privé et public devront changer leurs pratiques pour s'adapter aux risques physiques posés par les changements climatiques. Il pourrait en découler des coûts et des bénéfices additionnels, des perturbations et des nouvelles possibilités opérationnelles, et une réorientation à long terme des plans stratégiques et opérationnels. Le concept de la croissance propre au sein d'une économie résiliente au climat ouvrira également de nouvelles possibilités d'affaires.

L'avenir de nombreuses entités dépendra largement de leur capacité à s'adapter aux changements climatiques, car si aucune mesure d'adaptation n'est prise, ou si elles sont insuffisantes, les conséquences pourraient être désastreuses. Cependant, l'adaptation aux changements climatiques offrira de nouvelles occasions

d'innover, d'élargir les marchés et d'améliorer la compétitivité. Les marchés de capitaux et les décideurs du Canada doivent se fier à des informations pertinentes et cohérentes pour déterminer comment les changements climatiques toucheront les organisations publiques et privées, et comment ces organisations s'adaptent de façon efficace aux changements climatiques. De même, les entités doivent se fier à de l'information financière cohérente concernant le climat pour prendre des décisions éclairées.

La collaboration entre les secteurs public et privé à tous les niveaux fait partie intégrante de cette évolution vers une économie résiliente aux changements climatiques. La collaboration intersectorielle ouvrira notamment de nouvelles possibilités stratégiques aux entreprises canadiennes.

L'engagement :

En tant que chefs de file des secteurs public et privé canadien, nous reconnaissons que les changements climatiques posent des risques physiques importants pour notre économie et notre société. Nous reconnaissons également qu'en prenant des mesures de gestion de ces risques, les entreprises et les collectivités deviendront plus résilientes et, en fait, gagneront un avantage concurrentiel. Nous appuyons les recommandations du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (GTDF) et nous reconnaissons l'importance de s'adapter aux conditions climatiques extrêmes ainsi qu'aux répercussions progressives des changements climatiques.

Nous reconnaissons également que l'adaptation aux changements climatiques est une responsabilité partagée et à défaut de partager cette responsabilité, il peut y avoir des effets nuisibles sur les autres.

Nous nous engageons à bâtir la résilience climatique et à saisir les avantages concurrentiels qui découleront de la prise de mesures d'adaptation efficaces et coordonnées.

Nous reconnaissons la nécessité de nous concentrer sur les priorités suivantes au Canada :

1. Créer des facteurs de résilience aux risques physiques et aux changements climatiques dans les domaines suivants :
 - Investissements
 - Prêts
 - Cotes de crédit
 - Couvertures d'assurances

2. Favoriser une meilleure diffusion de l'information sur les risques et les occasions associés aux changements climatiques conformément aux recommandations du Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (GTDF).